

Le Socialiste

41e année - Rs 5.00 - No 10638 - MERCREDI 19 JUILLET 2023 «Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire» - Jaurès

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Journée internationale Nelson Mandela:

Une occasion de célébrer les réalisations de toute une vie de Mandela



Page 3



Service passagers à bord du MV Trochetia relancé en présence du ministre Maudhoo

Page 3

Guerre En Ukraine

L'accord sur les céréales ukrainiennes «de facto terminé», affirme le Kremlin



Page 4

Dans l'hémisphère nord, une canicule record et des intempéries persistantes



Page 4

À Pékin, John Kerry renoue le dialogue avec la Chine sur la question climatique



Page 5

Mercato

Football : Lionel Messi présenté par son nouveau club américain de l'Inter Miami



Page 8

Mondial 2023 : les Bleues veulent ramener la Coupe et faire progresser le foot féminin



Page 8

A la télé aujourd'hui

07.10 Film: The Night We Met
08.45 Serial: The Bionic Woman
09.30 Tele: Le Chemin Du Destin
10.05 A Que No Me Dejas
10.30 The Gardener's Daughter
10.55 Tele: Marimar
11.15 Serial: Blacklist
12.00 Le Journal

12.25 Sublime Mensonge
13.15 Tele: Fierce Angel
13.45 Imperio De Mentiras
14.15 Serial: The Bionic Woman
15.21 Film: Lake Effects
17.30 The Gardener's Daughter
18.31 Wagle Ki Duniya
18.55 Mere Dad Ki Dulhan
19.30 Journal & La Meteo
20.30 Local: Focus Live
21.30 Serial: Chicago Med
22.15 Film: The Lady From Shanghai
23.50 Le Journal



07.31 Local: Les Grands Moments
09.00 Prod: Neness Dime
09.30 Local: Radio Vision
11.00 Music Tour 2022
12.03 Rodrig: Plat Du Chef
12.25 Local: ONG An Eta Dalert
12.43 Les Grands Moments
14.30 Local: Rodrig Prog
15.10 Prod: Nu Rasinn

15.53 Local Glwar Dantan
17.12 Music Tour 2022
18.00 Tele: Imperio De Mentiras
18.32 Tele: A Que No Me Dejas
19.00 Zournal Kreol
19.30 Rodrig Spor
20.00 Local: Saver Kil Tirel
21.30 Local: Les Klips
22.29 Local: Proze Dime
22.47 La Journee Sous Le Regard
23.20 Local: Come On Let's Dance



07.00 Serial: Gadget Guru Ganesh
08.26 Local: Bhojpuri Dhamaka
08.56 Prakriti Ki God Mein
09.22 Chikitsa Aur Swasthya
10.00 Jijaji Chhat Par Hain
11.32 Serial: Radha Krishna
12.00 Film: Waqt Ki Deewar Starring: Sanjeev

Kumar, Jeetendra, Sulakshana Pandit, Neetu Singh
15.30 Serial: Dulhin Uhe Jo Nanad Man Bhave
16.01 Suhani Si Ek Ladki
17.30 Serial: Radha Krishna
18.00 Live: Samachar
18.30 Other: Radha Krishna
19.39 Local: Anjoria
20.00 Local: Virasat
20.35 Film: Tu Diya Aur Baati Hum
22.39 Jijaji Chhat Par Hain
23.03 Serial: Yeh Teri Galiyan



06.30 Mag: Bricks 'O' Brian
08.39 D.Anime: Polly Pocket
09.00 Mag: Recipes For Kids
09.03 Film: Time Toys
10.30 My Perfect Landing
11.17 Mag: Healthy Living
11.36 Mag: Initiative
12.59 Mag: Human Nature
13.30 Film: Bikes
14.53 D.Anime: Kids Songs

15.00 D.Anime: Early Learning
15.21 D.Anime: Word Party
15.34 D.Anime: Robin Des Bois
16.08 D.Anime: Inspecteur Gadget
16.40 D.Anime: Kika et Bob
16.43 Rainbow Rangers
17.36 Espoirs Secrets
18.20 Mag: National Anthem
18.59 Doc: World Heritage
19.00 Mag: Arts Unveiled
20.00 Tele: Le Chemin Du Destin



14.25 Zindagi Mere Ghar Aana
15.24 Film: Kitne Door Kitne Paas Starring: Fardeen Khan, Amrita Arora, Satish Shah
18.00 Live: Samachar
18.30 Kundali Bhagya
19.00 Udaariyaan

19.30 Kuch Rang Pyar Ke Aise..
20.00 Sasural Simar Ka 2
20.30 Radha Krishna
21.06 Anupamaa
21.36 Mere Sai
22.05 Kismat Ki Lakiron Se
22.31 Kabhi Kabhie Ittefaq Sey
22.58 Patila Babes
23.31 Film: Kitne Door Kitne Paas
02.00 Serial: Kundali Bhagya

Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Directeur-Rédacteur en chef: Vedi BallahAdministration: 2ème étage, Cubic Court, 30A, rue Mère Barthélemy, Port-Louis
Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003**E-mail:** lapresselibreesocialiste@yahoo.fr
Website: Lesocialiste.info**Facebook:** Lesocialiste.info**Pluie d'hommages après la mort de l'"icône" Jane Birkin**

Après la mort, dimanche à Paris, de l'actrice et chanteuse franco-britannique Jane Birkin, les messages des mondes politique et artistique se multiplient pour rendre hommage à l'Anglaise préférée des Français.

Les hommages se succèdent après la mort de l'actrice et chanteuse franco-britannique Jane Birkin, qui s'est éteinte à l'âge de 76 ans dimanche 16 juillet à Paris.

Le président français Emmanuel Macron a salué la mémoire d'une "icône française" qui "incarnait la liberté" et "chantait les plus beaux mots de notre langue".

"Parce qu'elle incarnait la liberté, qu'elle chantait les plus beaux mots de notre langue, Jane Birkin était une icône française. Artiste complète, sa voix était aussi douce que ses engagements étaient ardents. Elle nous lègue des airs et des images qui ne nous quitteront pas", a écrit le chef de l'Etat sur Twitter.

Sur Twitter également, la Première

ministre Élisabeth Borne a décris l'artiste comme "une icône inoubliable" qui a "transcendé les générations".

"Jane Birkin, la plus parisienne des Anglaises, nous a quittés", a écrit quant à elle la maire de Paris, Anne Hidalgo.

Peine de mort, avortement, guerre du Vietnam, droits des femmes : la vie de Jane Birkin fut aussi marquée d'engagements politiques sur les grands sujets de société, comme le rappelle dans un tweet l'ancien ministre français de la Culture Jack Lang, qui salue "une femme de principes, une femme engagée pour des combats modernes comme l'écologie".

"Éternelle dans nos coeurs"

L'acteur Pierre Richard, qui avait tourné avec la Franco-Britannique, a vu "un bout de [son] cœur [s'en aller] avec elle" : "Si drôle, si intelligente, si fragile, si généreuse, si tout !", a-t-il écrit sur Twitter.

"Une douceur dans un monde de brutes, c'est ça, Jane", a réagi pour sa part l'actrice Josiane Balasko sur BFMTV.

"Quand on est aussi jolie, aussi fraîche, aussi spontanée, avec une voix d'enfant, on n'a pas le droit de mourir", s'est émue sur le même ton Brigitte Bardot dans une déclaration transmise à l'AFP, saluant une artiste "éternelle dans nos coeurs".

"Inimaginable de vivre dans un monde sans ta lumière", soupire de son côté sur Instagram Étienne Daho, un proche de la chanteuse. Il avait composé avec elle son dernier album, "Oh ! Pardon tu dormais..." (2020).

Sheila, Patrick Bruel, Benjamin Biolay ont eux aussi salué la mémoire de Jane Birkin.

Le milieu de la mode a aussi rendu hommage à celle qui a donné son nom à un sac de la marque Hermès, parmi les plus chers au monde. Le créateur de Balmain, Olivier Rousteing, a évoqué la disparition d'une "icône", dont le style alternant entre bohème-chic et robes transparentes sexy servait d'inspiration à beaucoup. Le styliste Simon Porte Jacquemus a lui aussi mis en ligne une photo de Jane Birkin en hommage.

Chine: 52,2°C, record de température pour mi-juillet

Un record de température pour une mi-juillet a été franchi en Chine dans la région du Xinjiang (ouest) avec 52,2°C enregistrés dimanche, selon la météorologie nationale, au moment où une partie du pays subit une vague de chaleur.

Le Xinjiang, vaste territoire semi-désertique frontalier de plusieurs pays d'Asie centrale, est habituellement en été la région la plus chaude de Chine.

«Dimanche la température maximale relevée par la station météorologique du village de Sanbao, [...] qui dépend de la ville de Turpan, était de 52,2°C», ont indiqué lundi les services météorologiques chinois.

Le précédent record pour cette station remontait à juillet 2017 quand le mercure avait atteint 50,6°C, ont-ils précisé.

La ville-oasis de Turpan (aussi écrit Tourfan) est située aux portes du désert du Taklamakan.



La température au sol localement y a atteint dimanche 80°C, selon les services météo chinois.

Les vagues de chaleur en plein été ne sont pas inhabituelles en Chine.

Mais le géant asiatique fait face ces derniers mois à des conditions météorologiques extrêmes, exacerbées par les changements climati-

ques, selon des scientifiques.

En janvier, un record de froid avait ainsi été battu en Chine à Mohe, à la frontière avec la Russie (-53°C).

L'an dernier, la Chine avait connu son mois d'août le plus chaud depuis le début de ses relevés en 1961, après des semaines d'une canicule d'ampleur inédite.

Journée internationale Nelson Mandela :

Une occasion de célébrer les réalisations de toute une vie de Mandela

Dans le cadre de la Journée Internationale Nelson Mandela célébrée le 18 juillet de chaque année, une cérémonie officielle s'est tenue, au Nelson Mandela Center for African Culture Trust Fund (NMCAC) à Pointe Aux Sables, en présence du Président de la République de Maurice, M. Prithvirajsingh Roopun.

Le Vice-Président de la République de Maurice, M. Marie Cyril Eddy Boissézon ; le Haut Commissaire de la République d'Afrique du Sud, Dr Hlamalani Nelly Manzini ; la Représentante résidente du Programme des Nations Unies pour le développement pour Maurice, Mme Amanda Serumaga ; le Secrétaire général de l'Association des pays riverains de l'océan Indien (IORA), M. Salman Al Farisi ; le directeur de la Special Education Needs Authority (SENA), M. Deewakarsingh Authelsingh ; le président du NMCAC, M. Oliver Thomas, et plusieurs autres dignitaires, étaient également présents à l'occasion.

L'événement a été organisé par le Haut-commissariat de la République d'Afrique du Sud en collaboration avec le NMCAC et le SENA, en reconnaissance des contributions à la culture de la paix et de la liberté faites par l'ancien président sud-africain, M. Nelson Mandela, également connu sous le nom de Madiba. Cette année marque le 105e anniversaire de Madiba et le thème



retenu est « L'héritage se perpétue à travers vous : climat, alimentation et solidarité ».

Dans son discours d'ouverture, le président Roopun a souligné que la Journée était l'occasion de célébrer le riche héritage de l'un des plus grands dirigeants à avoir marqué l'histoire de l'Afrique par des réalisations significatives, en particulier pour avoir sorti l'Afrique du Sud de l'apartheid et tracé une voie de la réconciliation. « Les contributions, principes et valeurs de

Madiba sont remarquables et auront toujours une grande importance dans la vie des gens », a-t-il déclaré.

« Son désir de promouvoir la paix, la solidarité et l'unité ainsi que son profond engagement en faveur de la justice sociale, des droits de l'homme et des libertés fondamentales sont louables et sont des plus pertinents dans le contexte actuel », a observé le président. Le thème, a-t-il ajouté, reflète le besoin urgent d'une collaboration plus étroite et d'efforts concertés pour relever

des défis tels que le changement climatique et promouvoir la sécurité alimentaire pour assurer le bien-être de la population.

Le président Roopun a souligné que la Journée est un rappel des valeurs défendues par Madiba et un appel à l'action pour faire une différence dans sa vie. L'éducation est la clé du développement, de l'autonomisation et de l'émancipation sociale, a-t-il mentionné, tout en ajoutant que Madiba a toujours plaidé pour l'éducation gratuite et l'inclusion. De même, a-t-il déclaré, Maurice, à travers les programmes et les politiques du SENA et d'autres institutions, garantit l'égalité d'accès à l'éducation afin que les enfants à BEP ne soient pas laissés pour compte.

Pour sa part, Mme Serumaga a insisté sur l'importance de travailler ensemble en tant que nation et de construire une société inclusive pour une plus grande cohésion et harmonie sociale. Les pays, a-t-elle souligné, sont appelés à s'unir pour réaliser le programme de développement durable conformément aux principes de Nelson Mandela.

Quant au secrétaire général Al Farisi, il a indiqué que la vision de l'IORA est née lors d'une visite de Nelson Mandela en Inde en 1995. Les valeurs de Madiba sous-tendent la création de l'Association qui s'efforce de faire de l'océan Indien une région sûre, sécurisée et prospère.

Service passagers à bord du MV Trochetia relancé en présence du ministre Maudhoo



Une cérémonie officielle a été organisée, au Nouveau Terminal Passager Croisière des Salines, pour la relance du service passagers pour la route Maurice-Rodrigues-Maurice à bord du cargo/passager MV Trochetia par la Mauritius Shipping Corporation Ltd.

Le ministre de l'économie bleue, des ressources marines, de la pêche et de la navigation, M. Sudheer Maudhoo, et d'autres personnalités étaient présents à l'événement.

Dans une déclaration, le ministre Maudhoo a souligné que le service passagers à bord du MV Trochetia était relancé après plus de deux ans et demi et l'apparition de la pandémie de COVID-19. Il a précisé que ce voyage inau-

Rodrigues.

Par ailleurs, le ministre Maudhoo a souligné qu'un nouveau cargo reliant Maurice et Rodrigues sera opérationnel d'ici octobre 2023. A ce titre, a-t-il précisé, le MV Trochetia sera principalement utilisé comme navire à passagers pour des croisières autour de l'île et vers l'île de La Réunion, entre autres. La Mauritius Shipping Corporation Ltd travaille également sur les modalités de remplacement du MV Trochetia dans environ trois ans par un navire à pas-

THE BUILDING AND LAND USE PERMIT GUIDE

NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE

Take notice that **F.J PROPERTIES LTD** (represented by Mr Parvez Jauffur) will apply to the Municipal Council of Port Louis for a Building and Land Use Permit for a Proposed Level 6 Floor for Residential Apartments on Existing Building at Corner Boulevard Victoria and Boulevard Pitot, Vallee Pitot, Port Louis.

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15 days as from the date of this publication.

Date : 16/07/2023

NOTICE UNDER SECTION 36 (2) (c) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that "Taurus Investments Limited" has by special resolution changed its name to "Taurus Chemtech Limited", as evidenced by a certificate given under the seal of the office of the Registrar of Companies dated 10 July 2023.

Dated this 13th day of July 2023

FIRST ISLAND TRUST COMPANY LTD

Registered Agent

sagers/cargo moderne, a-t-il ajouté.

Le MV Trochetia devrait atteindre l'île Rodrigues le 19 juillet 2023.

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE

Take notice that I Heman Kumar Jhummun will apply to the Municipal Council of Port-Louis for a building and Land Use Permit for a conversion of existing reinforced concrete building to be used as general retailer only at corner of Mahatma Gandhi and Langlois Street Port-Louis.

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above named Council within 15 days from the date of this publication.

NOTICE UNDER SECTION 311(2) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that SIESTA MATTRESSES INDUSTRIES LIMITED a Domestic Company having its registered office at Level 5, Alexander House, 35 Cybercity, Ebene is applying to the Registrar of Companies, for the removal of the company from the Register under Section 309(1)(d) of the Companies Act 2001, on the following ground:

The company has ceased its activities, has discharged in full its liabilities to all its known creditors and has distributed its surplus assets in accordance with its constitution and the Companies Act 2001.

Objections to the removal, if any, should be made to the Registrar of Companies not later than 28 days after the date of the notice.

Dated this 17.07.2023

Pierre Chan Chang
Secretary

THE BUILDING AND LAND USE PERMIT GUIDE

NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE

Take notice that I Phoenix Medical Limited will apply to the Municipal Council of Vacoas/ Phoenix for a building and land use permit for a proposed medical hub – use at Koenig Lane Phoenix.

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above named Council within 15 days from the date of this publication.

Guerre En Ukraine

L'accord sur les céréales ukrainiennes «de facto terminé», affirme le Kremlin

Moscou a annoncé lundi la fin «de facto» de l'accord sur l'exportation des céréales ukrainiennes, jugé crucial pour l'alimentation mondiale, quelques heures après une attaque nocturne de l'armée ukrainienne avec des drones navals contre le stratégique pont de Crimée.

«L'accord de la mer Noire s'est de facto terminé aujourd'hui», a déclaré aux journalistes le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, ajoutant que «dès que la partie (des accords) concernant la Russie sera satisfaite, la Russie reviendra immédiatement à l'accord sur les céréales».

Le président russe Vladimir Poutine a dénoncé à plusieurs reprises les obstacles à l'exportation des produits alimentaires et engrains russes, qui devait accompagner celle des produits ukrainiens.

Il a aussi jugé samedi que «le principal objectif de l'accord, la livraison de céréales aux pays dans le besoin, notamment sur le continent africain» n'était «pas réalisé».

Cette annonce intervient quelques heures avant l'expiration de l'accord à minuit à Istanbul.

Signé en juillet 2022 sur les rives du Bosphore et déjà reconduit à deux reprises, l'accord permettant à l'Ukraine d'exporter ses céréales par la mer Noire a permis, sur l'année écoulée, de sortir près de 33 millions de tonnes de céréales des ports ukrainiens, en dépit du conflit.

La Turquie, l'Ukraine et l'ONU ont été notifiés de la décision du Kremlin, a indiqué la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova.

Malgré l'annonce du Kremlin, le président turc Recep Tayyip Erdogan s'est dit convaincu que son «ami M. Poutine veut



poursuivre l'accord» permettant l'exportation des céréales d'Ukraine en mer Noire.

Décision «fermement» condamnée

Dans un tweet, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a «fermement» condamné la décision «cynique» de Moscou «malgré les efforts des Nations unies et de la Turquie», soulignant que «l'UE s'efforce de garantir la sécurité alimentaire des populations vulnérables de la planète».

Berlin, de son côté, a appelé «la Russie à rendre possible la prolongation de l'accord» et «ne pas faire supporter les conséquences de ce conflit (ukrainien) aux plus pauvres de la planète».

Jugeant «très décevante» l'annonce du Kremlin, Londres a estimé que «si la Russie ne renouvelle pas l'accord, elle privera des millions de personnes d'un accès vital aux céréales» tout en indiquant que «les discussions» vont se poursuivre.

Et le ministre néerlandais des Affaires étrangères Wopke Hoekstra a qualifié le

retrait de Moscou d'«absolument immoral».

L'annonce du Kremlin intervient quelques heures après une attaque ukrainienne par drone naval qui a touché le pont de Crimée, reliant la Russie à la péninsule annexée de Crimée en 2014, et tué deux civils.

Le porte-parole du Kremlin a toutefois assuré que la décision de non-reconduction de l'accord et l'attaque n'étaient pas «liés», expliquant qu'«avant même cette attaque, c'était la position du président Poutine».

Importants dégâts à la Crimée

L'attaque contre le pont de Crimée a causé d'importants dégâts sur la section routière de l'ouvrage, qui sert notamment à acheminer du matériel militaire à l'armée russe combattant en Ukraine.

Elle a été menée par les services spéciaux et les forces navales ukrainiennes à l'aide de «drones navals», a indiqué lundi à l'AFP une source au sein des services ukrainiens de sécurité (SBU).

Le Comité antiterroriste russe (NAK) a précisé dans un communiqué qu'elle a eu lieu et confirmé qu'elle a été menée par des «drones de surface navals».

Deux civils, un homme et une femme qui circulaient en voiture, y ont été tués, et leur fille blessée, a affirmé lundi le Comité d'enquête russe.

Sur Telegram, la chaîne de télévision publique Crimée-24 a publié une vidéo du pont montrant une portion de sa section routière partiellement effondrée.

Le pont en béton, long de 18 kilomètres, construit à grands frais sur ordre de Vladimir Poutine et inauguré en 2018, consiste en deux ouvrages parallèles, l'un réservé à la circulation routière et l'autre au

trafic ferroviaire.

La section ferroviaire du pont n'a pas été endommagée et la circulation y a repris dans la matinée, ont indiqué les autorités de Crimée. Les services de ferry permettant de traverser ce bras de mer ont également repris, les automobilistes voulant traverser le détroit étant appelés à les emprunter.

Le viaduc, qui enjambe le détroit de Kertch, avait déjà été endommagé le 8 octobre dernier par une puissante explosion attribuée par les autorités russes à un camion piégé par les services secrets ukrainiens. Il avait ensuite été remis en service.

Le président du Sénat russe, Sergueï Mironov, a affirmé que Moscou devait en représailles attaquer les infrastructures ukrainiennes et arrêter les négociations sur l'accord céréalier.

«C'est ce que nous devons faire, et non discuter d'un accord sur les céréales qui aide les dirigeants de Kiev et leurs maîtres occidentaux à se remplir les poches», a-t-il affirmé.

Le silence et la discréetion ont entouré tout le week-end les manœuvres de la dernière chance, conduites par la Turquie et l'ONU pour convaincre Moscou de prolonger l'accord céréalier.

Selon les données officielles du Centre de coordination conjointe (JCC) qui supervise l'accord à Istanbul, la Chine et la Turquie sont les premiers bénéficiaires des cargaisons, ainsi que les économies développées.

Mais grâce à l'accord, le Programme alimentaire mondial (PAM) a pu soulager une dizaine de pays en situation critique comme l'Afghanistan, le Soudan ou le Yémen.

Dans l'hémisphère nord, une canicule record et des intempéries persistantes

Europe, États-Unis, Canada, Chine, Japon... Dans l'hémisphère nord, des millions de personnes sont confrontées depuis samedi, et encore dimanche, à un épisode de canicule, des intempéries exceptionnelles ainsi que des incendies.

C'est une nouvelle illustration du réchauffement climatique. Des dizaines de millions de personnes sont confrontées à une canicule qui persiste dans l'hémisphère nord, dimanche 16 juillet, avec des incendies violents en Californie mais aussi des intempéries exceptionnelles en Asie.

Aux États-Unis, "une vague de chaleur accablante et extrêmement dangereuse doit frapper l'Ouest ce week-end, de même que certains endroits dans le Sud", a alerté le Service météo national (NWS). "Plusieurs records de températures sont probables et des problèmes de qualité de l'air seront courants dans plusieurs régions des États-Unis".

Samedi soir, la ville de Phoenix (Arizona) a enregistré 47°C, une maximale au-delà de 43°C pour le seizième jour consécutif. Dans le centre et le sud de la Californie, le thermomètre a oscillé entre 41 et 45°C, selon le NWS. Et dans la célèbre Vallée de la Mort, il a grimpé jusqu'à 51°C, tandis que 54°C sont attendus dimanche.

En Europe, où le réchauffement évolue à un rythme deux fois plus rapide que la moyenne mondiale selon les experts, plusieurs pays souffrent en ce début d'été.

Alerte rouge en Italie, l'Acropole d'Athènes fermée

En Italie, seize villes sont en alerte rouge dimanche sur l'ensemble du territoire, avec des températures attendues de 36-37°C de Rome à Bologne, avant un pic redouté en début de semaine prochaine. Le Centre météo italien dit craindre "la vague de chaleur la plus intense de l'été mais aussi une des plus intenses de tous les temps".

L'Allemagne n'est pas épargnée : les températures les plus élevées ont été mesurées samedi dans la ville bavaroise de Möhrendorf-Kleinseebach (37,9°C), alors que



le thermomètre affichait 35°C à Berlin et 34°C à Munich.

En Grèce, l'Acropole d'Athènes restera fermée aux heures les plus chaudes de la journée (entre 11 h 30 et 17 h 30 locales, soit 8 h 30 et 14 h 30 GMT) pour le troisième jour consécutif, alors que les températures pourraient atteindre 41°C dans le pays.

Les autorités grecques ont invité la population à la plus grande prudence concernant leurs déplacements et ont mis en garde contre le risque élevé d'incendies, notamment dimanche où des vents de 40 à 60 km/h pourraient souffler sur la mer Égée, selon le ministère de la Crise climatique.

Incendies en Amérique du Nord, intempéries en Asie

Alors que le thermomètre grimpe, les incendies se multiplient un peu partout dans le monde. Dans le sud de la Californie, les pompiers luttent depuis vendredi contre plusieurs feux très violents qui ont ravagé plus de 1 214 hectares et entraîné l'évacuation de la population.

D'autres régions des États-Unis risquent, de leur côté, d'importantes intempéries. "Des orages forts à violents, de fortes pluies et des inondations sont possibles dans plusieurs endroits, particulièrement et malheureusement en Nouvelle-Angleterre, déjà saturée" par de récentes précipitations, selon le Service météo national.

Au Canada, plus de dix millions d'hectares ont déjà brûlé cette année, un total bien supérieur à tout ce que le pays a déjà connu, selon un bilan qui reste provisoire avec 906 feux toujours actifs samedi dans le pays, dont 570 considérés hors de contrôle, selon les chiffres nationaux du Centre interservices des feux de forêt du Canada.

Un deuxième pompier est mort dans le pays après avoir été blessé en luttant contre les mégafeux, selon les autorités. Un premier avait perdu la vie deux jours plus tôt.

En Asie, ce sont les intempéries qui se multiplient. Au Japon, où les autorités ont appelé la population à la prudence alors que les températures devraient atteindre dimanche et lundi les 39°C dans l'est du pays, de fortes pluies s'abattent sur le pays. Dimanche, un homme a été retrouvé mort dans une voiture inondée dans le nord du pays. Sept personnes avaient aussi perdu la vie la semaine passée dans le sud-ouest du pays en raison des intempéries.

En Corée du Sud, les sauveteurs luttent pour atteindre des personnes piégées dans un tunnel inondé, les fortes pluies de ces derniers jours ayant fait au moins 33 morts et dix disparus, notamment à la suite de glissements de terrain.

Dans le nord de l'Inde, les pluies de mousson incessantes auraient tué au moins 90 personnes, à la suite d'une chaleur torride.

Les services météo de Chine ont, eux, émis dimanche plusieurs messages d'alerte, prévoyant des températures pouvant atteindre les 45°C dans la région partiellement désertique de Xinjiang, et 39°C dans la région méridionale de Guangxi.

La chaleur est l'un des événements météorologiques les plus meurtriers, a rappelé récemment l'Organisation météorologique mondiale. L'été dernier, en Europe seule, les fortes températures ont causé plus de 60 000 décès, selon une récente étude.

À Pékin, John Kerry renoue le dialogue avec la Chine sur la question climatique

L'émissaire américain pour le climat et ancien secrétaire d'État John Kerry a rencontré lundi à Pékin son homologue chinois, Xie Zhenhua. Le dialogue sur la question climatique, interrompu il y a près d'un an après le déplacement de Nancy Pelosi à Taïwan, est relancé.

Le dialogue sur la question climatique a repris entre les deux principaux pollueurs de la planète – la Chine et les États-Unis. L'émissaire américain pour le climat, John Kerry, a rencontré lundi 17 juillet son homologue Xie Zhenhua à Pékin. Les deux hommes ont eu une réunion pendant quatre heures, selon la télévision d'État CCTV.

"Le changement climatique est un défi commun pour toute l'humanité", a commenté Mao Ning, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, interrogée lors d'un briefing régulier. La Chine "échangera avec les États-Unis sur les questions liées au changement climatique et travaillera avec eux pour relever les défis et améliorer le bien-être des générations actuelles et futures", a-t-elle ajouté.

Le dialogue sur le climat avait été interrompu il y a près d'un an : la Chine l'avait suspendu pour protester contre le déplacement à Taïwan de Nancy Pelosi, alors présidente de la Chambre des représentants des États-Unis.

L'ambiance semble désormais à la reprise des échanges, même si Washington veut afficher sa fermeté dans ce domaine.

La Chine "a encore du travail à faire"

John Kerry va appeler la Chine à "ne pas se cacher derrière l'affirmation qu'elle



est un pays en développement" pour minorer son engagement contre le changement climatique, a indiqué dimanche sur CNN le conseiller à la Sécurité nationale du président américain, Jake Sullivan.

"Chaque pays, y compris la Chine, a la responsabilité de réduire ses émissions", a déclaré Jake Sullivan, et "le monde devrait encourager encore plus la Chine, voire faire pression sur elle, à prendre des mesures beaucoup plus radicales pour réduire ses émissions".

La deuxième économie mondiale "a encore du travail à faire dans ce domaine" et "John Kerry insistera sur ce point lors de son déplacement à Pékin", où il est jusqu'à mercredi.

Ces derniers mois, les visites se sont multipliées depuis Washington pour réchauffer les relations diplomatiques : le secrétaire d'État américain, Antony Blinken,

est venu en juin, puis la secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen, début juillet.

La venue de John Kerry, sa troisième depuis sa prise de fonction en 2021, survient au moment où l'impact du changement climatique se fait particulièrement sentir sur la planète, avec des vagues de chaleur dans de nombreuses régions du monde.

L'administration Biden estime que le climat est l'un des domaines où les deux puissances, qui se livrent une concurrence féroce, peuvent coopérer.

Doutes sur le respect des objectifs chinois

"La visite de John Kerry et la reprise des échanges sur le climat soulignent l'importance cruciale des efforts coordonnés pour faire face à la crise climatique", explique Chunping Xie, chercheur principal à l'Institut

de recherche Grantham sur le changement climatique et l'environnement. "Cela prouve également leur détermination commune à naviguer dans une relation géopolitique complexe pour promouvoir le bien commun", ajoute-t-elle, dans une réponse écrite à l'AFP.

Plus gros émetteur mondial de gaz à effet de serre – responsables du changement climatique –, la Chine a promis d'atteindre son pic d'émissions de CO2 d'ici à 2030, puis la neutralité carbone d'ici à 2060. Le président Xi Jinping a aussi assuré que son pays réduirait son recours au charbon dès 2026.

Les autorités ont cependant donné leur feu vert en avril à une nouvelle hausse de la capacité de production d'électricité à partir du charbon, faisant planer le doute sur le respect des objectifs chinois en matière de climat.

Qu'attendre de cette visite ? "En termes de résultats spécifiques, une chose sur laquelle, je l'espère, des progrès pourraient au moins être faits est le plan d'action sur le méthane", indique à l'AFP Lauri Myllyvirta, analyste principal au Centre de recherche sur l'énergie et l'air propre.

Le méthane était le principal sujet d'accord dans la déclaration conjointe des deux pays après les négociations climatiques de Glasgow en 2021. Mais aucun progrès significatif n'a été fait par la Chine depuis, estime Lauri Myllyvirta, qui juge que Pékin pourrait "s'engager à atteindre un objectif plus ambitieux" dans ce domaine. "Mais il faudra plus qu'un déplacement de John Kerry pour y parvenir."

L'UE et la Tunisie signent un "partenariat stratégique" sur l'immigration

L'Union européenne et la Tunisie ont finalisé dimanche un "partenariat stratégique" prévoyant la lutte contre les trafiquants d'êtres humains et le renforcement des frontières, dans un contexte de flambée du nombre d'embarcations de fortune quittant le pays d'Afrique du Nord à destination de l'Europe.

Les tractations ardues ont finalement porté leurs fruits : l'Union européenne et la Tunisie ont conclu, dimanche 16 juillet à Tunis, un "partenariat stratégique" centré sur la lutte contre l'immigration irrégulière mais destiné aussi à soutenir le pays nord-africain face à de graves difficultés économiques.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, s'est réjouie d'un accord qui permettra d'"investir dans une prospérité partagée", évoquant "cinq piliers", dont la très importante question migratoire.

La Tunisie est le principal point de départ, avec la Libye, pour des milliers de migrants qui traversent la Méditerranée centrale vers l'Europe.

Les chefs des gouvernements italien Giorgia Meloni et néerlandais Mark Rutte accompagnaient la dirigeante européenne après une première visite il y a un mois du trio, pendant laquelle ils avaient proposé ce partenariat.

"Nouvelle étape"

Les cinq piliers sont "la stabilité macroéconomique, le commerce et les investissements, la transition énergétique verte, le rapprochement entre les peuples, la migration et la mobilité", précise la Commission dans un communiqué.

Le protocole d'accord marque "une nouvelle étape importante pour traiter la crise migratoire de façon intégrée", s'est félicitée Giorgia Meloni, qui a invité le président tunisien Kaïs Saïed à participer dimanche prochain (23 juillet) à Rome à un sommet sur les migrations.

Sont notamment prévus l'extension du programme d'échanges Erasmus à la Tunisie et une aide de 65 millions d'euros pour 80 écoles.

Sur le volet énergétique, les dirigeants européens ont rappelé que la Tunisie est concernée par des projets de câble de fibre optique sous-marin et de câble électrique devant relier les deux rives de la Méditerranée.

Sur ce plan, l'UE veut soutenir le développement des énergies renouvelables dans le pays du Maghreb, qui dispose "d'un énorme potentiel", a souligné Ursula von der Leyen.

Selon Giorgia Meloni, le partenariat entre la Tunisie et l'Union européenne (UE) "peut être considéré comme un modèle pour l'établissement de nouvelles relations avec l'Afrique du Nord".

Quant à l'immigration, Mark Rutte a estimé que l'accord permettra de "mieux contrôler l'immigration irrégulière".

Le président Saïed a évoqué ce dossier devant ses homologues, appelant à "un accord collectif sur l'immigration inhumaine



et sur les opérations de déplacements (forcés) par des réseaux criminels".

Discours de plus en plus ouvertement xénophobe

"Les Tunisiens ont donné à ces immigrés tout ce qui pouvait être offert avec une générosité illimitée", a plaidé Kaïs Saïed, vivement critiqué pour la manière dont des centaines de migrants ont été arrêtés en Tunisie, puis "déportés", selon les ONG, vers des zones inhospitalières sur les frontières avec l'Algérie et la Libye.

Des témoignages au téléphone à l'AFP et des vidéos envoyées à des ONG en Tunisie ont montré des femmes et enfants abandonnés en plein désert sans eau ni nourriture ni abris.

Des gardes-frontières libyens ont dit à l'AFP dimanche avoir secouru au moins 70 migrants qui erraient par des températures insupportables et sans aucune aide dans une zone frontalière entre les deux pays.

Un discours de plus en plus ouvertement xénophobe s'est répandu en Tunisie depuis que son président, qui s'est arrogé les pleins pouvoirs en juillet 2021, a dénon-

cé en février l'immigration clandestine, évoquant des "hordes de migrants subsahariens" venus, selon lui, "changer la composition démographique" du pays.

Concrètement, l'accord entre Bruxelles et Tunis prévoit une aide de 105 millions d'euros pour lutter contre l'immigration irrégulière.

L'UE a promis aussi une aide budgétaire directe de 150 millions d'euros en 2023 alors que la Tunisie, étranglée par une dette de 80 % de son PIB, est à court de liquidités, ce qui provoque de régulières pénuries pour des produits de première nécessité directement achetés par l'État.

Lors de sa première visite, la troïka européenne avait évoqué une "assistance macrofinancière de 900 millions d'euros", sous forme d'un prêt qui aurait été fourni à la Tunisie sur les prochaines années.

Ursula von der Leyen a affirmé dimanche que Bruxelles restait "prête à fournir cette assistance dès que les conditions seront remplies".

Mais cette "assistance" est conditionnée à un accord entre la Tunisie et le Fonds monétaire international (FMI) sur un nouveau crédit de 2 milliards de dollars, un dossier dans l'impasse depuis des mois.

Le président Saïed rejette deux conditions indispensables à un accord avec le FMI : la levée des subventions sur les produits de base et la restructuration d'entreprises en difficulté.

Il faut "trouver de nouveaux moyens de coopération en dehors du cadre monétaire international", a-t-il estimé dimanche.

Des initiatives diplomatiques en pagaille mais aucun accord de paix à l'horizon au Soudan

L'Égypte a accueilli jeudi un sommet des voisins du Soudan dans le but de mettre fin à trois mois d'un conflit sanglant entre factions militaires rivales qui menace la stabilité régionale. Depuis plusieurs semaines, les offensives diplomatiques se multiplient mais sans parvenir à dessiner le début d'une sortie de crise.

C'est l'un des pays en première ligne dans la guerre fratricide qui se déroule actuellement au Soudan. L'Égypte a accueilli, jeudi 13 juillet, un sommet des voisins de Khartoum et de représentants de différents groupes militaires et civils soudanais. Leur ambition ? Trouver les moyens de mettre fin au conflit qui fait rage depuis le 15 avril et a déclenché une crise humanitaire majeure dans la région.

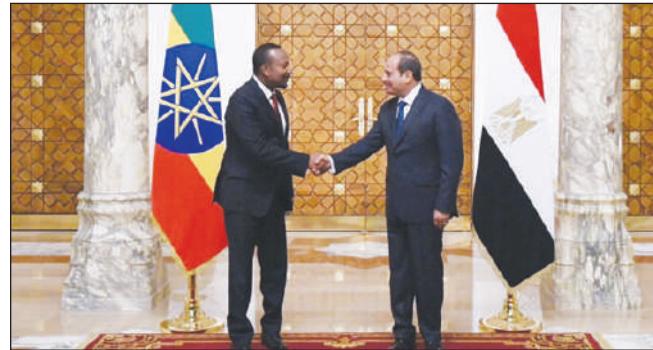
Ce sommet visait à "mettre fin à l'effusion de sang du peuple soudanais" et aux "répercussions négatives sur les pays voisins", selon un communiqué des autorités égyptiennes, qui s'inquiètent de l'enlisement de la guerre entre l'armée régulière, fidèle au général Abdel Fattah al-Burhane, et Mohamed Hamdane Daglo, dit "Hemedti", à la tête des Forces de soutien rapide (FSR), un puissant groupe paramilitaire.

"D'un point de vue sécuritaire, les dirigeants égyptiens sont préoccupés par le risque d'infiltration de terroristes le long de la frontière", explique à Al-Jazira Alessia Melcangi, chargée de recherche à l'Atlantic Council. "Cette situation mettrait une pression supplémentaire sur les forces de sécurité égyptiennes, qui sont déjà engagées à la frontière occidentale avec la Libye et à la frontière avec la bande de Gaza pour défendre la péninsule du Sinaï."

Les échanges commerciaux intenses entre Le Caire et Khartoum souffrent également de cette crise qui intervient au pire moment pour l'Égypte, aux prises avec une situation économique catastrophique. En juin, l'inflation a atteint 36,8 % sur un an tandis que la pauvreté gagne du terrain et que la dette extérieure s'envole.

Depuis le début du conflit, les combats ont fait fuir 700 000 Soudanais vers les pays voisins, dont plus de 255 000 vers l'Égypte, selon les chiffres les plus récents publiés par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Face à cette situation, les sept pays limitrophes du Soudan réunis au Caire ont réclamé l'aide de la communauté interna-



tionale, qui avait promis 1,5 milliard de dollars lors d'un sommet en juin. Cette dernière "doit tenir ses promesses" et "aider les pays voisins", a martelé le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi.

Initiatives concurrentes

Après l'échec de plusieurs cessez-le-feu, l'Égypte, soutien principal de l'armée soudanaise, entendait reprendre l'initiative en dépit d'intérêts parfois contradictoires avec ses voisins au Soudan. À commencer par l'Éthiopie, dont le Premier ministre Abiy Ahmed avait fait le déplacement au Caire.

Depuis plusieurs années, l'Égypte et Addis-Abeba entretiennent des relations tendues à propos du Grand barrage de la Renaissance, un mégaprojet voulu par l'Éthiopie mais qui, selon le Caire, menace les ressources en eau des pays en aval du Nil. Un dossier sur lequel les deux rivaux tentent de s'attirer les bonnes grâces des autorités soudanaises.

"Les Éthiopiens ont une préférence pour Hemedti mais est-ce que cela signifie pour autant qu'ils vont s'impliquer dans la guerre ? Il pourrait y avoir des livraisons d'armes clandestines mais compte tenu de l'incertitude des combats, il n'y a aucune raison pour Addis-Abeba de prendre position fermement aujourd'hui", décrypté Roland Marchal, chercheur au Centre national pour la recherche scientifique (CNRS) et spécialiste du Soudan.

Les efforts diplomatiques visant à mettre fin aux combats entre l'armée soudanaise et les FSR se sont jusqu'à présent révélés inefficaces, les initiatives concurrentes créant une certaine confusion quant à la manière dont les parties beligérantes pourraient être amenées à négocier.

Le mois dernier, des pourparlers entamés à Jeddah sous l'égide de l'Arabie saoudite et des États-Unis ont été suspendus faute d'accord. Des négociations auxquelles n'ont participé ni l'Égypte, ni les Émirats arabes unis, l'un des principaux bailleurs de fonds du Soudan, réputé proche des FSR.

Des combats sans vainqueur

Un sommet a également eu lieu lundi 10 juillet à Addis-Abeba sur proposition de l'Igad, le bloc régional de l'Afrique de l'Est composé du Kenya, de Djibouti, de l'Éthiopie et du Soudan du Sud. Mais l'armée soudanaise a boycotté ce rendez-vous, dénonçant la "partialité" du président kényan, William Ruto, qui préside l'organisation.

"Hemedti et William Ruto se connaissaient avant la crise et sont en très bons termes. Hemedti a notamment placé des fonds au Kenya qui est la grande puissance financière d'Afrique de l'Est. D'où la méfiance qui n'est sans doute pas totalement illégitime de la part d'Al-Burhane", précise Roland Marchal.

Malgré les appels à faire taire le bruit des armes, les combats se poursuivent sans répit sur le terrain, notamment à Khartoum, où des millions d'habitants sont toujours bloqués souvent sans eau ni électricité et sous une chaleur accablante.

"Le problème est qu'on ne voit pas, à l'heure actuelle, une fatigue dans les combats. Pour l'instant, il n'y a pas eu de vraie victoire stratégique d'un camp ou de l'autre, des camps qui ont chacun des raisons existentielles de vouloir gagner", analyse Roland Marchal.

La violence a également éclaté dans d'autres parties du Soudan, notamment dans la région occidentale du Darfour, où les habitants affirment que les milices des tribus arabes et les forces de sécurité soudanaises ont pris pour cible des civils en raison de leur appartenance ethnique.

L'ONU a rapporté jeudi la découverte au Darfour d'une fosse commune d'au moins 87 personnes qui auraient été tuées le mois dernier au Soudan par les forces paramilitaires et leurs alliés.

Elles seraient "des victimes des violences qui ont suivi l'assassinat du gouverneur du Darfour-Ouest, Khamis Abdullah Abakar, le 14 juin, peu après qu'il a été arrêté par les FSR", précise l'ONU.

Urgence Climatique

Restauration de la nature : le Parlement européen adopte le texte au terme d'une longue bataille

La loi sur la restauration de la nature, texte emblématique du Pacte vert de l'UE, a finalement été adoptée mercredi malgré l'opposition de la droite et de l'extrême droite, qui dénonçaient une menace pour la souveraineté économique européenne.

C'est un texte devenu symbole du clivage droite-gauche sur la question écologique. La loi pour la restauration de la nature, considérée comme un pilier majeur du Pacte vert pour l'Europe, a finalement été adopté, mercredi 12 juillet, après un long suspense.

Il s'agit d'une "grande victoire d'ordre social" et d'une "excellente nouvelle pour la nature", s'est félicité l'eurodéputé socialiste César Luena, rapporteur de la loi.

Pour l'eurodéputée écologiste Karima Delli, c'est "un immense soulagement et un avertissement sérieux aux pilleurs de la nature".

Proposée par la Commission le 22 juin, cette loi est un projet global de restauration des écosystèmes et de la nature dans toute l'Europe, comprenant les mers et les terres agricoles jusqu'aux forêts et aux milieux urbains.

Depuis plusieurs semaines, elle cristallise les critiques des parlementaires de droite et d'extrême droite qui fustigent une menace pour la quête d'autonomie de l'Europe. Ces derniers ont échoué à lui faire barrage, à 12 voix près, plus tôt lors d'un premier vote.

Inverser la tendance

Pour ses partisans, la loi sur la restauration de la nature est "une étape essentielle pour éviter l'effondrement des écosystèmes et prévenir les effets les plus graves du changement climatique et de la perte de biodiversité".

Elle part d'un constat alarmant : plus de 80 % des habitats naturels de l'UE sont dans un

état de conservation "mauvais ou médiocre", alors que la biodiversité a enregistré un recul sans précédent au cours des dernières décennies, notamment pour les populations de poissons, d'amphibiens ou bien encore de certaines espèces d'oiseaux.

Une situation qui s'explique par les effets du réchauffement climatique, mais également de l'utilisation massive de pesticides.

Pour inverser cette tendance, la loi ambitionne de restaurer 20 % des zones terrestres et marines de l'UE d'ici à 2030 avant d'étendre ces dispositifs à tous les écosystèmes dégradés à l'horizon 2050.

Économie contre climat ?

Si le texte a fait l'objet d'un large consensus parmi les experts, la loi sur la restauration de la nature a suscité d'intenses débats au Parlement européen – et souligné ainsi le clivage politique persistant sur la question climatique.

Farouchement opposés au texte, les conservateurs du Parti populaire européen (PPE), première force au Parlement de Strasbourg, avaient réclamé son rejet complet, mettant en avant l'impact potentiel pour l'agriculture, la pêche ou les énergies renouvelables.

Ses détracteurs craignent que les mesures proposées entraînent une baisse de la production agricole mais également le démantèlement d'infrastructures énergétiques dans l'UE, alors même que l'Europe cherche à renforcer son autonomie, après la pandémie de Covid-19 et dans le contexte de la guerre russo-ukrainienne.

Un point en particulier a cristallisé les critiques : le fait que 10 % des surfaces agricoles deviennent des zones "à haute diversité" dédiées à la plantation de haies, à rotations de cultures ou bien encore à la plantation d'arbres fruitiers. Bien que cette mesure

ne soit qu'indicative, certains députés conservateurs estiment qu'elle fera baisser la production agricole, mettant en danger la résilience alimentaire de l'UE.

Accusant la gauche d'organiser la décroissance de l'Europe, le PPE s'estposé en défenseur des agriculteurs, injustement visés, selon eux, par ces réformes. "Nous devons travailler avec les personnes concernées, et non contre elles", s'est insurgé l'eurodéputé allemand Peter Liese, qui a participé mardi à une manifestation devant le Parlement aux côtés d'organisations agricoles.

Les soutiens du texte ont de leur côté martelé un message simple : la défense de l'agriculture passe par la défense de la nature, réfutant un texte "contre qui que ce soit" mais permettant au contraire de protéger l'économie du bloc.

"Avoir des écosystèmes sains est une règle de base pour que les économies fonctionnent", a souligné César Luena, le rapporteur du texte. "Pas d'agriculture sans nature, voilà le bon sens paysan que les démagos d'extrême droite et de droite semblent oublier. Défendre les paysans, c'est protéger les capacités de la Terre et de la terre", a pour sa part asséné le député écologiste et paysan bio Benoît Biteau.

Victoire en demi-teinte pour la gauche

Au Parlement européen, cette bataille politique acerbe pourrait bien laisser des traces. De nombreux eurodéputés de gauche ont fustigé le rassemblement de la droite, d'une partie des libéraux du parti Renew ainsi que l'extrême droite derrière la même bannière, organisant un vote de rejet contre le texte pour éviter que celui-ci ne soit débattu. Une posture fustigée par certains comme une manœuvre électorale, à l'approche des élections européennes de 2024.



"Si nous souhaitons lutter contre ces alliances, nous ne pouvons le faire que dans les urnes", a insisté César Luena, le rapporteur du texte, estimant que le Parlement a joué son rôle qui consiste à "édicter des lois et non les refuser".

Pour les députés favorables au texte, cette victoire met fin à un long et pesant suspense aux lourds enjeux. Car en cas de succès du vote de rejet, "aucune proposition alternative" n'aurait pu être proposée faute de temps d'ici aux élections, avait averti le commissaire à l'Environnement Virginijus Sinkevicius.

Pour autant, l'adoption du texte à 336 contre 300 n'est qu'une première étape. Plusieurs dizaines d'amendements ont été portés au texte, édulcorant son contenu. Deux propositions en particulier, sur la création d'aires marines protégées et l'exclusion des navires industriels géants des eaux côtières, n'ont pas été retenues.

"La législation est passée et c'est aujourd'hui l'essentiel. Le combat continue pour faire plus et mieux !", a tweeté le député européen Raphaël Glucksmann à l'issue du vote.

Le texte doit à présent être approuvé par la commission environnement, puis par la Commission européenne et les États membres pour être promulgué en tant que loi avant les élections européennes de 2024.

Santé

La grippe aviaire sera-t-elle la prochaine pandémie mondiale ?

Le Comité de veille et d'anticipation des risques sanitaires (Covars) recommande, dans un long avis, une série de mesures destinées à diminuer les risques de contamination de l'Homme par la grippe aviaire. Aucun cas n'a, à ce jour, été recensé en France.

La prochaine pandémie sera-t-elle liée à la transmission de la grippe aviaire à l'Homme ?

C'est le scénario redouté par le Covars, qui s'est saisi de la question et a émis une série de recommandations visant à réduire le « risque sanitaire de grippe aviaire lié à l'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP, ndlr) (...) affectant les oiseaux domestiques et sauvages et pouvant être transmise à l'homme. »

Pourquoi maintenant ? Parce qu'après une période de relative accalmie après « une crise sans précédent » en 2021-2022 (en France, 21 millions de volailles avaient été abattues préventivement), de nouveaux foyers ont été découverts dans des élevages du sud-ouest de la France.

Et que, dans le monde, plusieurs cas de transmission du virus A (H5N1) à l'humain ont été détectés : en Espagne, au Royaume-Unis, aux Etats-Unis, en Equateur, en Chine et au Vietnam. Au Cambodge, un enfant est décédé des suites du H5N1 en février dernier.

Pas de transmission interhumaine

« Les formes cliniques allaient de symptômes bénins voire asymptomatiques, à des formes sévères avec admission en réanimation et décès. A ce jour, aucune transmission interhumaine n'a été mise en évidence », indique



Santé publique France. Dans notre pays, aucune transmission à l'homme n'a, à ce jour, été détectée.

Mais le risque grandit, selon le Covars, en raison notam-

ment de « la perte de saisonnalité de l'infection aviaire, l'augmentation du nombre de cas en élevage, la diversification des espèces sauvages touchées et l'augmentation des cas chez les mammifères ». Mais aussi du changement climatique et de la crise de la biodiversité qui « modifie les trajectoires des oiseaux sauvages et leur résistance aux virus ».

Vacciner les volailles

L'instance, composée notamment de médecins immunologistes, épidémiologistes, virologues ou infectiologues, a donc élaboré une stratégie à visée préventive qui repose sur quatre piliers : « la vaccination, les mesures préventives à appliquer dans les élevages, la surveillance animale et humaine et les financements de recherche sur la question de la grippe aviaire et de l'IAHP ».

Elle incite donc à « mener dès que possible une stratégie de vaccination des volailles », « étendre la recommandation de vaccination contre la grippe saisonnière aux personnes exposées, en contact avec des oiseaux potentiellement porteurs du virus », « adapter les mesures de prévention et gestion des élevages en recherchant des alternatives à l'abattage préventif » ou encore « composer des stocks stratégiques de vaccins pré-pandémiques ».

Le stress, perturbateur de l'ovulation ?



Les changements du quotidien et notamment les situations génératrices de stress peuvent perturber les sécrétions hormonales chez les femmes, au point de perturber le mécanisme indispensable à une potentielle fécondation : la libération mensuelle d'un ovule. Des hauts niveaux de cortisol, hormone du stress, peuvent ainsi diminuer les chances de grossesse nous expliquaient des scientifiques dans une étude publiée dans la revue Human Reproduction.

Le Covid-19 sur le banc des accusés

Quels ont été les effets de la crise sanitaire à ce sujet ? Pour répondre à cette question, des chercheurs canadiens de l'Université de Colombie Britannique (Vancouver) ont analysé deux études. La première menée de 2006 à 2008 auprès de 301 femmes, la seconde s'est penchée sur le cas de 112 femmes pendant la crise du Covid-19.

Ces deux études concernaient des femmes âgées de 19 à 35 ans, et donc globalement dans la fenêtre de procréation. Aucune d'entre elles ne prenaient de contraceptifs hormonaux. La méthode était commune : interroger les femmes sur leurs habitudes de vie et la régularité de leurs cycles menstruels. Chacune devait tenir un journal de bord pour rapporter l'arrivée et la durée de leurs règles.

Dans la première étude, l'ovulation était repérée à l'aide d'une simple mesure de la température corporelle (la température corporelle s'élève dans les 24 heures suivant l'ovulation, NDLR), puis confirmée à l'aide d'un test salivaire permettant de doser la concentration en progesterone, hormone impliquée dans le déclenchement de l'ovulation. Dans la seconde étude, le niveau de progesterone était évalué par des analyses urinaires.

Deux-tiers des femmes concernées

Résultat, 66 % des femmes suivies pendant le Covid-19 présentaient des troubles de l'ovulation, contre 10 % hors crise sanitaire. « Les phases lutéales, les 15 jours suivant l'ovulation, étaient globalement raccourcies, ce qui ne laissait pas assez de temps à l'ovule d'être fécondé même s'il était libéré », décrit la Pr Jerilynn C. Prior, principale autrice de ce travail. Et dans certains cas, « l'ovulation n'avait pas du tout lieu : on parle alors d'anovulation ». En cause, un abaissement du niveau de progesterone.

Quels sont les bienfaits de l'activité physique en cas de cancer ?

En cas de cancer, maintenir une activité physique adaptée permet d'améliorer la qualité de vie. Si son efficacité est reconnue dans plusieurs formes de la maladie (lors d'un cancer du sein par exemple), qu'en est-il pour les tumeurs de mauvais pronostic, comme le cancer du pancréas ?

« Maintenir une activité physique adaptée (APA) permet d'améliorer l'état de santé, le moral, la qualité de vie », rappelle le Dr Carole Bouleuc, cheffe du département DIS-SPO* (Département Interdisciplinaire de Soins de Support pour le Patient en Oncologie) à l'Institut Curie. « Elle réduit d'environ 25 % le niveau de fatigue. Seule thérapeutique non médicamenteuse aujourd'hui reconnue, elle améliore le sommeil et a un bon impact émotionnel et psychologique. Elle permet aussi de réduire le stress, d'améliorer la concentration et les fonctions cognitives et de prévenir surpoids et obésité. »

Activité physique adaptée, de quoi parle-t-on ?

L'activité physique comprend le sport en tant que tel. Mais pas seulement. Elle concerne également tous les mouvements de la vie courante comme le fait de marcher, jardiner, faire le ménage, monter les escaliers...

Dans le cadre du cancer, on parle d'activité « adaptée » car les conditions de pratique varient selon les patients en fonction de l'état de santé, des traitements et des souhaits et possibilités individuelles. Les programmes doivent donc être ajustés en fonction de tous ces critères ainsi que du niveau initial d'activité physique.

Des bienfaits sur les cancers agressifs

Si les effets bénéfiques de l'activité adaptée ont déjà été démontrés, notamment chez les patientes traitées pour un cancer du sein, les données dans les cancers digestifs, en particulier avancés (et non opérables) étaient jusque-là plus limitées. « Jusque-là », car lors de la dernière édition du congrès mondial du Cancer à Chicago, des scientifiques de l'Institut Curie ont présenté les résultats de leurs recherches concernant la pertinence de l'APA dans le cancer du pancréas.

En suivant plus de 300 patients, les chercheurs ont ainsi

CHANGE OF NAME

Notice is hereby given that Ms Zina Aisha ALLAM of Avenue des Palmiers, Morc Goolamallee, Phase 2, Terre Rouge, has applied to the Honourable Attorney General for leave to change her names Zina Aisha into those of Ziyana Aisha, so that in the future, she shall bear the names and surname of Ziyana Aisha ALLAM.

Objections, if any, should be filed in the Registry of the office of the Attorney General within a period of 28 days as from the last date of publication of the said notice in the papers.

Dated this 04th day of July 2023.

Ms Zina Aisha ALLAM
Applicant

NOTICE FOR CHANGE OF NAME

Notice is hereby given that Mr Mohammad Nayim RAMCHURN and Mrs Shiwrani HURDOYAL, both of Chemin Jardin, Poste de Flacq, electing their legal domicile in the Office of Me. Subiraj SAKURDEEP, Attorney-at-law, situate at Astor Court, Block B, 06th Floor, Georges Guibert Street, Port Louis have applied to The Honourable Attorney-General for leave to change the names of their minor daughter Ishaniah Bibi into those of Shaniah so that in future she shall bear the name and surname of Shaniah RAMCHURN.

Objections, if any, should be filed in the Registry of the Office of the Attorney general within a period of 28 days as from the last date of publication of the said Notice in the papers.

Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 11th day of July, 2023.

Me. Subiraj SAKURDEEP
Astor Court, Block B, 06th Floor, Georges Guibert Street,
Port Louis.
Applicants' Attorney

Sports

Football : Lionel Messi présenté par son nouveau club américain de l'Inter Miami

Le footballeur argentin Lionel Messi, 36 ans, a été présenté dimanche au stade de son nouveau club américain de l'Inter Miami. Malgré de très mauvaises conditions météo, des milliers de fans ont accueilli le septuple Ballon d'or.

C'est sous la pluie, mais dans l'euphorie, que l'Inter Miami a présenté dimanche 16 juillet sa nouvelle égérie : le septuple Ballon d'or argentin et champion du monde Lionel Messi.

Ni la pluie battante, ni le tonnerre n'ont empêché d'entendre les cris des 20 000 fans amassés dans l'enceinte du club floridien, à Fort Lauderdale, pour accueillir leur nouvelle star.

La vedette de la soirée est apparue sur la pelouse dans le noir, tee-shirt blanc et rose de l'Inter Miami sur les épaules, avec près d'une heure trente de retard en raison des mauvaises conditions météo.

Micro en main, les chaussures dans les flaques d'eau apparues sur la scène, le numéro 10, souriant, a remercié la foule : "Je n'ai aucun doute sur le fait que nous allons beaucoup nous amuser, que nous allons passer de bons moments et que de très belles choses vont se produire", a-t-il lancé, recevant une ovation en retour.

Relancer un club lanterne rouge

Lionel Messi, 36 ans, avait annoncé en juin qu'il quitterait le Paris Saint-Germain à la fin de son contrat pour rejoindre l'équipe floridienne, lanterne rouge de la Conférence Est de la MLS, la ligue nord-américaine. Il s'est engagé jusqu'en 2025.

Preuve de l'engouement suscité par son arrivée, il a fallu installer des tribunes temporaires pour accueillir tous ceux qui souhaitaient le voir intégrer le troisième club de sa carrière professionnelle, après le FC Barcelone et le PSG.



La "Pulga" est sans conteste le plus grand footballeur à signer dans ce championnat depuis Pelé et son passage au New York Cosmos entre 1975 et 1977, bien au-delà du Français Thierry Henry aux New York Red Bulls (2010-2014), de Zlatan Ibrahimovic au Los Angeles Galaxy (2018-2002) ou de David Beckham dans le même club (2007-2012). L'ancien international anglais est par ailleurs copropriétaire de l'Inter Miami.

La légende de Manchester United est à l'origine de la venue du champion du monde. "Il y a dix ans, lorsque j'ai entrepris d'établir une nouvelle équipe à Miami,

j'avais dit que je rêvais d'amener les plus grands joueurs du monde dans cette ville extraordinaire (...). Je ne pourrai être plus fier de voir un joueur du calibre de Leo rejoindre notre club, et je suis aussi ravi d'accueillir un bon ami et sa famille au sein de la communauté de l'Inter Miami", avait expliqué David Beckham.

Lionel Messi est là. Son ancien coéquipier du Barça Sergio Busquets a aussi été confirmé. Reste encore la question de la venue du défenseur latéral Jordi Alba, proches des deux joueurs, pour peut-être relancer l'équipe.

Le champion du monde retrouvera

également un de ses anciens entraîneurs chez les Blaugranas : Gerardo "Tata" Martino, qui fut également sélectionneur de l'Albiceleste (nom de la sélection d'Argentine).

Lionel Messi devrait faire ses débuts sur le terrain le 21 juillet contre le club mexicain de Cruz Azul dans le cadre de la Leagues Cup, un nouveau tournoi entre équipes de la MLS et de la ligue mexicaine qui se déroule l'été.

"Très heureux d'avoir choisi ce projet"

Dès l'annonce de la signature du champion du monde, les places les moins chères pour y assister sont passées de 29 à 329 dollars sur la plateforme de vente en ligne TickPick, une hausse de plus de 1 000 %. Fort Lauderdale est en ébullition.

C'est d'ailleurs dans cette station balnéaire, située à 50 kilomètres de Miami, que le septuple Ballon d'or a déjà été aperçu dans un supermarché. "Je suis très heureux d'avoir choisi de venir jouer dans cette ville avec ma famille, d'avoir choisi ce projet", a-t-il déclaré devant les 20 000 supporters de l'Inter Miami dimanche.

À Paris, Lionel Messi et ses proches semblaient suffoquer. "Je suis arrivé en vivant dans un hôtel, je n'ai trouvé aucun plaisir", confiait-il en juin à la presse espagnole, avant d'ajouter : "Ce sont deux années pendant lesquelles je n'étais pas heureux, je ne me suis pas amusé, et cela a affecté ma vie de famille, j'ai manqué beaucoup de choses dans la vie de mes enfants à l'école."

Mondial 2023 : les Bleues veulent ramener la Coupe et faire progresser le foot féminin



Le football est né au milieu du 19e siècle en Angleterre. Sa pratique s'est ensuite étendue à d'autres pays et... aux femmes. En France, le foot féminin connaît son âge d'or dans les années 20

avant d'être interdit par le régime de Vichy et de réapparaître officiellement en 1971. Aujourd'hui, alors que débute la 9e Coupe du monde féminine en Australie et en Nouvelle-Zélande,

Actualités fait le point sur cette discipline encore trop peu développée.

En France, 200 000 femmes et filles pratiquent le football. La plupart commencent enfant, dans des équipes de garçons car la pratique féminine est encore peu développée.

Aux États-Unis, en Angleterre, en Allemagne, en Italie et en Espagne, elles sont beaucoup plus nombreuses à jouer au foot. Et le public suit plus les matchs des femmes qu'en France.

Pour comprendre ce phénomène, nous avons rencontré les Bleues à Clairefontaine, le centre d'entraînement de l'équipe de France – pour les femmes comme pour les hommes. Amandine Henry (depuis forfait pour blessure), Eve Périsset et la jeune mère et milieu de terrain Amel Majri se confient sur le foot féminin, la Coupe du monde et ce qu'elles en attendent. Elles nous parlent aussi des hommes du monde du foot qui défendent une pratique féminine de la discipline :

Jean-Michel Aulas, Philippe Diallo ou le sélectionneur Hervé Renard...

La FFF, qui a lancé son plan de féminisation en 2012, poursuit ses efforts. Mais la fédération n'a pas vraiment su surfer sur la vague de la Coupe du monde 2019, organisée en France. Aline Riera, sa trésorière, défend la politique menée par les instances et explique pourquoi les sommes engagées pour les femmes sont tellement inférieures à celles pour les hommes, notamment en ce qui concerne les droits de diffusion de la compétition et les tarifs auxquels les chaînes les achètent. Nous avons aussi parlé avec la légende française du football, Marinette Pichon, dont la vie fait l'objet d'un film au cinéma, "Marinette" et qui exerce désormais au Québec.

Enfin, nous avons échangé avec l'homme d'affaires américain Vincent Volpe. Venu en France pour le travail, il y a rencontré une Française qui est devenue sa femme et est devenu Havrais d'adoption. Dans le port normand, siège du Havre Athletic Club, le plus ancien des clubs de foot français créé par des Anglais en 1872, il a racheté le HAC qui périclait et imposé une politique féministe. L'équipe des femmes joue ses matchs dans l'emblématique stade Océane, exactement comme les hommes. Une position unique en France.

Arsenal et Chelsea se battent pour Moses Caicedo

Arsenal se préparerait à faire une nouvelle offre pour le milieu de terrain de Brighton et Hove Albion Moises Caicedo. Cela survient après que Brighton a refusé une offre d'Arsenal lors de la fenêtre de transfert de janvier. Cependant, Brighton est désormais ouvert aux négociations, après avoir convenu avec le milieu de terrain qu'il le laisserait partir pour une offre estivale substantielle.

Chelsea a informé Brighton qu'ils égaleraient toute offre d'Arsenal pour Moises Caicedo, car ils ne veulent pas être entraînés dans une guerre d'enchères. Cette position de Chelsea serait bénéfique pour les deux clubs, car ils n'auraient qu'à s'entendre sur un accord avec Brighton.

Malgré cela, si les deux clubs font la même offre et que la décision appartient entièrement au joueur, Arsenal a le dessus. Les Gunners ont terminé deuxième de la ligue, par rapport à la 12e position de Chelsea. De plus, Arsenal a le football européen, ce que Chelsea n'a pas.

L'énorme équipe de Chelsea est surchargée et a encore moins de matchs à partager entre trop de joueurs. Ainsi, la position de Chelsea serait la plus préjudiciable à leurs chances.

Moises Caicedo n'a pas encore accepté les conditions avec un club. Cependant, il réfléchit actuellement à ses options. Il compte quitter Brighton cet été, en partie grâce à un pacte qu'il a conclu avec Roberto De Zerbi. De Zerbi et Caicedo ont conclu un accord lorsque Brighton a rejeté les offres d'Arsenal pour lui en janvier.

L'accord était qu'il serait autorisé à partir en été, tant que Brighton recevrait une offre de 70 à 80 millions de livres sterling. Pas 100 millions de livres sterling, comme le prétendent certaines sources. Chelsea serait en tête de la course pour Moises Caicedo, mais l'intérêt d'Arsenal demeure, aux côtés de Manchester United.